Avant la COP28, l'ONU pointe le mauvais bilan de l'accord de Paris

Dans un rapport du secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, l'ONU revient sur l'accord signé en 2015, et juge que les émissions mondiales de CO2 ne sont « pas compatibles avec les objectifs ». À l'approche de la COP28 de Dubaï, les Nations unies exhortent les États à prendre des mesures strictes.

Mediapart Manuel Magrez le 9 septembre 2023
https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/090923/les-emissions-mondiales-ne-sont-pas-compatibles-avec-les-objectifs-l-onu-dresse-le-bilan-de-l-accord-de?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

Pour ne pas dépasser le réchauffement à + 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, *« la fenêtre se resserre rapidement »*, avertit à de nombreuses reprises l'ONU dans un rapport publié vendredi 8 septembre par le secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Ce document d'une quarantaine de pages dresse le bilan de l'accord de Paris, signé en 2015. Un traité qui avait pour objectif de maintenir le réchauffement climatique à + 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle, voire à + 1,5 °C, si possible. Le premier *« bilan mondial »*, de son nom anglais *« Global Stocktake »*, n'est guère positif.

Les représentants des 195 pays à la COP21 ont présenté la première ébauche de l'accord de Paris, ici brandi par Laurent Fabius, le 5 décembre 2016. © NOTIMEX / David del Rio pour AFP

Les experts onusiens estiment ainsi, à l'issue d'une présentation par les États signataires des actions menées, que *« les émissions mondiales de CO_2 ne sont pas compatibles avec les objectifs »* posés par l'accord de Paris. Le langage technique et feutré de ce premier bilan mondial ne cache pas l'inquiétude de ses auteurs et de la communauté internationale. *« L'effondrement climatique a commencé. Notre climat implose plus vite que nous ne pouvons y faire face, avec des phénomènes météorologiques extrêmes qui frappent tous les coins de la planète »*, a déclaré António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, dans un communiqué publié le 6 septembre.

Avec cette phrase sans détour, le secrétaire général de l'ONU réagissait à l'annonce fracassante de l'institut européen Copernicus. Celui-ci a observé en 2023 la période de juin à août la plus chaude jamais enregistrée, avec une température moyenne planétaire de 16,77 °C, soit 0,66 °C au-dessus de celle établie pour la période 1991-2020.

En juillet, le même António Guterres disait l'ère du réchauffement climatique *« terminée »*, tout en annonçant l'arrivée de *« l'ère de l'ébullition mondiale »* – déclaration immédiatement taxée d'alarmisme démesuré.

Sortie des énergies fossiles, stop à la déforestation

Concrètement, dans les projections du *« bilan mondial »* de l'accord de Paris, le maintien à + 1,5 °C apparaît, sans surprise, quasi impossible. Et pour cause : pour respecter cette limite, il faudrait baisser de 43 % les émissions de gaz à effet de serre dès 2030, et de 48 % les émissions de CO_2 à la même échéance.

Pour l'objectif plus réaliste du maintien à + 2 °C, rien n'est pourtant gagné. Même si l'ONU admet dans son rapport une *« augmentation de l'ambition »*, dans les mesures qui lui sont présentées par les

gouvernements, et salue la révision à la hausse du plan d'action pour 74 % des parties prenantes, cela ne suffira pas.

Pour les experts onusiens, *« cette augmentation* [de l'ambition] *ne compense que partiellement la croissance des émissions »*, et ne permettrait même pas de se hisser à la hauteur des modèles nécessaires au maintien à + 1,5 °C ou + 2 °C. Pour tenter malgré tout de parvenir à respecter les engagements pris en 2015 à Paris, les Nations unies dressent une liste des politiques prioritaires à mener. En pointe dans ce combat : *« la montée en puissance des énergies renouvelables »*, *« l'élimination progressive de tous les combustibles fossiles »* et *« la lutte contre la déforestation »*.

Sur ce dernier point, les experts onusiens exhortent, au-delà de *« freiner la déforestation »*, à *« protéger les puits océaniques naturels »*, abritant parfois des métaux rares suscitant les convoitises.

La COP28, « un moment de vérité crucial »

Pour le bureau onusien chargé des questions du climat, la publication de ce rapport marque *« un moment significatif »*, mais bien loin de la fin du travail. *« Il est clair que la prochaine vague* [de mesures] *devra être différente »*, nuance Laurence Tubiana, dirigeante de l'European Climate Foundation, et qui avait mené pour le compte du gouvernement français les négociations lors de la COP21.

La haute fonctionnaire française, qui estime que les mesures prises dans le monde sont *« loin d'être suffisantes »*, voit au-delà de ce rapport. Après ce premier passage sur le gril, les États signataires de l'accord de Paris devront présenter de nouvelles projections et mesures courant 2024-2025. Mais avant cela, dès décembre 2023, Dubaï accueillera la COP28. *« Un moment de vérité crucial »*, estime Laurence Tubiana, qui presse les États y participant à *« être sérieux »* pour *« faire quelque chose »*.

À lire aussi ; Climat : le réchauffement s'accélère, l'inaction perdure 13 juin 2023
Vagues de chaleur marine : « L'océan traité comme une poubelle géante pour le CO2 » 30 juillet 2022

D'autres observateurs croient davantage en des leviers différents. Tom Taylor, chargé des questions climatiques pour l'assureur britannique Aviva, a demandé aux gouvernements, au cours d'une conférence de presse, d'envoyer des *« signaux stricts »* et *« à long terme »* aux entreprises.

« Au G7 par exemple, le monde économique n'a pas pris en compte le signal », reprend-il, dénonçant de fait l'indécision des pays membres qui s'étaient réunis courant avril et avaient simplement conclu qu'il fallait *« accélérer »* la sortie des énergies fossiles, sans date ni méthode précise.

Le sommet du G20, qui se tient les 9 et 10 septembre à New Delhi, ne laisse pas apparaître plus d'avancées. Mais le *« bilan onusien »* pourrait bien nourrir les discussions, puisqu'il recommande de développer *« le transfert de nouvelles technologies, afin de répondre aux besoins des pays en développement »*. Idée dont s'est fait l'écho le premier ministre indien Narendra Modi, dans une tribune publiée dans le *Times*.

Son titre, *« Ne nous faites pas la leçon sur le changement climatique »*, visant directement les pays de l'hémisphère nord, dévoile le cœur du sujet de ce G20 : les tensions entre les pays pauvres et les plus développés autour du climat. Les premiers attendent toujours l'aide financière promise par les seconds pour mener à bien la transition écologique.